

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18644 - 72ÈME ANNÉE

La CIA à La Réunion -2-

## Tentative d'assassinat contre Paul Vergès

**Deux dirigeants anti-impérialistes des îles de l'Océan Indien condamnés à mort par la C.I.A**

**■ PAUL BERENGER ET PAUL VERGES ONT EU PLUSIEURS ENTRETIENS A LA REUNION OU LE SECRETAIRE GENERAL DU MMM EST ARRIVE SAMEDI**

*Paul Bérenger, secrétaire général du Mouvement Militant Mauricien (M.M.M.), et Paul Vergès, secrétaire général du Parti Communiste Réunionnais (P.C.R.), se sont entretenus samedi 3 et dimanche 4 mai, à Saint-Denis. Les deux leaders politiques sont menacés d'être exécutés par la Central Intelligence Agency (C.I.A.) pour le compte de l'impérialisme américain en*

*raison du rôle de premier plan qu'ils ont joué et continuent à jouer dans la lutte contre la militarisation de l'Océan Indien, la dénonciation de la «stratégie des îles» adoptée par Washington dans notre région et l'axe que constitue Diégo-Garcia, situé à 2 000 kilomètres de nos côtes, pour les forces de guerre des Etats-Unis.*

**POUR LA PAIX, CONTRE LA MILITARISATION DE L'OcéAN INDIEN**



Paul Bérenger et Paul Vergès ont examiné les mesures à pren-

Témoignages du 5 mai 1975.

Dans les documents déclassifiés présentés par le JIR, la présence de l'antenne Oméga a souligné que La Réunion avait une importance stratégique de premier ordre pendant la Guerre froide. Cette infrastructure permettait aux sous-marins nucléaires américains de s'orienter. Mais la CIA n'a toujours pas déclassifiée une information choc : la tentative d'assassinat contre Paul Vergès en 1975 par quatre tueurs de la CIA.

C'est l'information choc que la CIA n'a pas déclassifié. Le 27 avril 1975, au cours de la Conférence extraordinaire du PCR, devant plus d'un millier de per-

sonnes, Paul Vergès annonce que la CIA a décidé de l'assassiner, lui ainsi que Paul Berenger, leader du MMM (Mouvement Militant Mauricien). Ce sont 2 dirigeants du mouvement anti-impérialiste

mondialement connus. Le PCR donna l'ordre de faire échec à ce projet insensé. Les jours suivants "Témoignages" distilla des informations. L'émotion était à son comble quand notre journal annonça que les agents sont

### MAFFIA ET TUEURS D'ÉLITE

Oui, nous connaissons leurs noms. Voici, d'abord, ceux des quatre tueurs :

● **GLENN DURANT**, appartenant à la branche canadienne des Teamsters et connu comme tueur à gage, de la Mafia ;

● **MIKE HAWKINS**, repris de justice, venant de l'État américain du Colorado ;

● **RAFFA RODRIGUES**, émigré cubain et tueur d'élite ;

● **JANE EVERITT**, une femme, agent de 1ère classe de la C.I.A.

La liste des tueurs de la CIA.

descendus dans un hôtel Mauricien, situé à Grand Gaube, et finit par donner leurs noms dans son édition du 3 mai 1975 :

« Glenn Durant, appartenant à la branche canadienne des Teamsters et connu comme tueur à gage de la Mafia, Mike Hawkins, repris de justice venant de l'État américain du Colorado, Raffa Rodrigues, émigré cubain et tireur d'élite, Jane Everitt, une femme, agent de 1ère classe de la CIA ».

Le PCR a fait échec au projet de la CIA. Une fois de plus, nous avons flôlé la catastrophe.

L'information a été reprise dans le monde anti-impérialiste. A Madagascar, le journal Imongo Voavao du 30 avril 1975 consacra sa une à l'événement. Paul Béranger était venu à La Réunion rencontrer Paul Vergès ; voici le communiqué du Comité de la Paix paru dans Témoignages du mardi 6 mai, sous le titre : «Le complot doit être dénoncé et la lutte contre les bases U.S élargie.»

«A l'occasion du passage à la Réunion de Paul BÉRENGER, Secrétaire Général du Mouvement Militant Mauricien (M.M.M.) et ardent animateur de la lutte du peuple de l'île sœur pour un Océan Indien Zone de Paix, le Comité Réunionnais de Paix a organisé, ce jour, une rencontre en son honneur.

«Au cours de la réunion, a eu lieu un premier échange de vues sur la

## La C.I.A. menace les vies de Paul Béranger et Paul Vergès

### LE COMITE REUNIONNAIS DE PAIX :

## Le complot doit être dénoncé et la lutte contre les bases U.S. élargie

#### COMMUNIQUÉ

«A l'occasion du passage à la Réunion de Paul BÉRENGER, Secrétaire Général du Mouvement Militant Mauricien (M.M.M.) et ardent animateur de la lutte du peuple de l'île sœur pour un Océan Indien Zone de Paix, le Comité Réunionnais de Paix a organisé ce jour une rencontre en son honneur.

Extrait du communiqué du Comité réunionnais de la Paix, paru le 6 mai 1975 dans Témoignages.

campagne pour le démantèlement des bases impérialistes dans la région et pour un «Océan Indien Zone de Paix» . Un accord complet s'est dégagé de la discussion pour continuer la lutte, selon l'analyse et les orientations des Conférences de Tananarive (Octobre 1974) et de New-Dehli (Novembre 1974) . Des perspectives d'action ont été envisagées dans ce sens.

«Concernant le complot mis sur pied par la C.I.A. pour assassiner les dirigeants de la lutte anti-impérialiste dans les îles de l'Océan Indien et en particulier Paul BÉRENGER et Paul VERGES, un échange approfondi d'informations a eu lieu. La discussion a confirmé tous les détails déjà connus de cette machination criminelle et permis de compléter les informations connues par un certain nombre d'éléments révélateurs et accusateurs.

«La délégation du Comité Réunionnais de Paix et Paul BÉRENGER sont convenus de la nécessité de poursuivre l'action, d'une part, pour dé-

noncer ces plans de la C.I.A. et de ses complices et, d'autre part, pour resserrer les liens de solidarité entre les peuples de nos îles,

-pour obtenir le démantèlement des bases impérialistes, et en particulier de celle de Diégo-Garcia.

-pour permettre à ces peuples d'accéder au véritable développement dans la liberté, sans aucune entrave de l'impérialisme».

L'opération a lamentablement échoué mais les faits étaient constitués. Nous ne serons jamais en Paix tant que les Etats Unis et leurs complices ne quitteront pas la base de Diego Garcia et rendront aux Chagossiens leur terre. Depuis un demi siècle, cette expulsion relève du génocide, un crime contre l'humanité.

**Ary Yée Chong Tchi Kan**

## Edito

# Les Réunionnais continuent de payer l'arrêt du tram-train

**I**l a suffi d'une opération de distribution de tracts hier matin sur l'une des deux entrées Ouest de Saint-Denis pour qu'un énorme embouteillage se développe jusqu'à La Possession, distante de plus de 12 kilomètres de là. L'origine de cet événement est la décision de stopper le chantier du tram-train.

En janvier 2007, Paul Vergès a négocié auprès du gouvernement une aide exceptionnelle de l'État pour financer deux grands chantiers : un tram-train et une nouvelle route du littoral. Au total, les subventions de l'État, de la Région et de l'Europe s'élevaient à 2,2 milliards d'euros. Le tram-train devait être achevé en 2012, et la NRL en 2017. Cela signifie que si les signatures de l'État et de la Région Réunion avaient été respectées, cela fait bien longtemps que les Réunionnais verraient circuler un train entre Sainte-Marie et Saint-Paul, et la NRL serait en voie d'achèvement.

10 ans plus tard, force est de constater qu'il n'y a toujours pas de train, et que le projet de NRL s'est transformé en celui d'une route en mer qui voit des piliers sortir de l'eau alors que les promoteurs du chantier n'ont toujours pas trouvé les matériaux nécessaires pour que cette route puisse aller de Saint-Denis à La Possession.

Autrement dit, l'infrastructure est restée la même, alors que le parc automobile a augmenté, croissance favorisée par l'importation de plus de 200.000 véhicules depuis 10 ans.

Aussi il n'est guère étonnant qu'au moindre incident, les Réunionnais soient pris en otage par d'importants embouteillages. Cette situation ne pourra que s'aggraver tant qu'un train ne circulera pas à La Réunion.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re



## La CIA à La Réunion -2-

# Grève au CHU : pourquoi 250 emplois sont en danger

**Forte mobilisation hier aux centres hospitaliers Nord et Sud du CHU de La Réunion. Toutes les catégories de personnel ont suivi hier le mouvement lancé à l'appel de l'intersyndicale. Après une rencontre avec la direction de l'Agence régionale de santé Océan Indien, les syndicalistes ont décidé de poursuivre la grève. La direction du CHU veut lancer un plan de suppression de postes pour combler un déficit de plus de 20 millions d'euros. Comment expliquer une telle situation financière alors qu'au moment de sa création en 2012, la situation financière du CHU Réunion était équilibrée ? Les réponses se trouvent dans le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales. Elles démontrent que si l'État comble le déficit sans changer la direction du CHU, alors la crise se reproduira.**

**P**our sauver 250 emplois, toutes les catégories du personnel des deux hôpitaux du CHU de La Réunion étaient en grève hier. Ce mouvement a eu des répercussions dans toute La Réunion. En effet, les salariés se mobilisent contre un projet de suppressions de poste qui ne pourra que dégrader la qualité des soins pour la population. C'est pourquoi ils ont répondu à l'appel de l'Intersyndicale CFDT-FO-CFTC-UNSA-SUD Santé. Hier matin, des grévistes ont distribué des tracts à proximité des entrées des hôpitaux de Saint-Denis et de Saint-Pierre. Le CHU Nord étant situé à proximité du boulevard Sud, cette opération a provoqué un coma circulatoire à l'entrée de Saint-Denis. L'embouteillage s'est étalé sur plus de 12 kilomètres, remontant jusqu'à La Possession. Dans le Sud, des bouchons ont aussi touché Saint-Pierre.

À Saint-Denis, après cette première opération, les grévistes se sont rassemblés sur le parvis de l'entrée principale pour des prises de parole afin d'exprimer leur volonté de sauvegarder les emplois menacés. Puis ils se sont dirigés vers le siège de l'ARS océan Indien où une rencontre s'est déroulée en début d'après-midi avec la direction de cette administration. Au terme de cet échange, les grévistes ont décidé de continuer le mouvement. Ce dernier a concerné plusieurs centaines de personnes sur les deux sites du centre hospitalier universitaire. Pour cette première journée, les

médecins ont affiché leur solidarité en décidant d'un jour de grève. L'origine de ce mouvement vient de la publication d'un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales qui montre plusieurs graves erreurs de gestion à l'origine d'un déficit de plus de 20 millions d'euros.

### Pourquoi embaucher 853 personnes en 4 ans ?

Au moment de sa création en 2012 par la fusion du CHD et du Groupe hospitalier Sud Réunion, le CHU était à l'équilibre. Le déficit s'est d'abord creusé suite à la hausse des charges de personnel sans rapport avec l'évolution de l'activité de l'hôpital. Au moment de la création du CHU, il comptait 30 % du personnel précaire. Un accord avec les syndicats avait défini un plan de résorption de la précarité par des titularisations. Mais aujourd'hui, le pourcentage des précaires reste le même, la faute au recrutement de 853 personnes depuis 2012.

La seconde erreur pointée du doigt par l'IGAS est la gestion d'un plan pluriannuel d'investissements de 400 millions d'euros. Il prévoit notamment les constructions d'un bâtiment de soins critiques à Saint-Denis pour plus de 60 millions d'euros, et d'un bâtiment central à Saint-Pierre pour 107 millions d'euros.

Malheureusement, les plans utilisés datent de 2005 et ne sont plus en adéquation avec l'évolution des pratiques de soin. Cela amène donc à de coûteuses adaptations. De plus pour Saint-Pierre, le passage obligé devant une commission nationale ad-hoc pour tout projet de plus de 8 millions d'euros n'a pas eu lieu. Ce qui signifie que les travaux pourraient s'arrêter.

La troisième erreur est une tentative de dissimulation de la situation financière par des jeux d'écriture lors du bilan 2015. Cela explique pourquoi le commissaire aux comptes a refusé de certifier les comptes 2015 du CHU de La Réunion.

Quant à Mayotte, accusée de plomber les comptes du CHU, elle a rapporté 6 millions d'euros par an jusqu'au 1er janvier 2016. Depuis cette date, un changement de règles a inversé la situation, avec une perte comprise l'année dernière entre 6 et 9 millions d'euros.

### L'État et le volet universitaire

L'État a aussi sa part de responsabilités. Il n'a pas accompagné à sa juste mesure la création du centre hospitalier universitaire. Aucun praticien hospitalier n'est titulaire, ce qui fait reposer le fonctionnement sur des assistants praticiens contractuels.

C'est pourquoi les grévistes de-



Toutes les catégories de personnel du CHU Réunion hier dans la grève.

mandent à l'État d'assurer pleinement sa contribution financière à l'existence à La Réunion d'un centre hospitalier capable de former des médecins.

Concernant l'aide de l'État au plan d'investissements, elle s'élève à 8,5 millions d'euros par an pendant 20 ans. Sur la base de la capacité d'autofinancement du CHU en 2012, cette subvention devait être suffisante. Mais à cause des embauches massives sans réelle raison, cette capacité s'est effondrée, ce qui accentue les difficultés du CHU à sortir de cette situation. Elle est tel-

lement grave qu'une mission complémentaire a été décidée suite au rapport de l'IGAS. Elle se penche sur le contrôle des embauches, les bâtiments et la gestion. C'est une procédure contradictoire qui est en attente de la réponse de la direction du CHU.

C'est pourquoi l'augmentation de l'aide de l'État ne pourra à elle seule régler le problème. En effet, le directeur actuel, Lionel Callenge, était l'adjoint de David Gruson, directeur du CHU Réunion de 2012 à 2016. Il est donc pleinement associé aux décisions qui ont provoqué une

crise sociale. C'est pourquoi la crainte est grande de voir de nouveau le CHU-Réunion dans une crise financière si jamais l'État décidait de combler le déficit sans remettre en cause la politique de gestion responsable de la grève des salariés.

**M.M.**

## In kozman pou la rout

### « Rès l'androi ou i gingn out soso ! »

Dopi lo zonm lé dsi la tèr, na in n'afèr li koup pa : i fo li manz. I fo li ranpli son bouzaron. Kan son bouzaron lé vid, li la fin é l'èr-la i fo li rode manzé. Nana désèrtin, z'ot diné lé asiré, donk sa la pa in traka pou zot. Mé nana demoun lo diné lé pa asiré é zot lé blizé rodé. Zot i pé mèm alé loin pou rod manzé, shanj l'androi, shanj péi, égzil azot, pran tout kalité transpor i fo pa fyé dsi. In zour na in ga la di amoin konmsa : lo profète la di ali parol zot i pé lir an-o la. Lé vré, lé pa vré, mi koné pa mé sak lé sir sé in prèv dé sazès. Mé na kant mèm in problèm : l'onm i vé touzour rotourn l'androi li lé éné firamézir la kord la vi i défil, é moins i rès pou défilé, sé plis li vé artourn shé li. Si so l'anvi la, lé pli for, tanpir pou la sazès, l'apèl la tèr natal i dovien pli for. Alé ! Kass z'ot tête la dsi, é ni artrouv pli d'van sipétadyé.



# Oté

**Mansonz i vien a shoval é li ariv  
an promyé, la vérité i vien a pyé é  
li ariv apré !**

*Matant Zélida la ékrir Justin :*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité souvan dé foi kan mi antann azot-bann rouz de fon - moin lé a d'mandé kosa k'i spass dann z'ot tèt pou di sak zot i di. I diré zot i viv dann in n'ot kalité d'mond vi ké zot l'apré rode toultan midi a katorz èr, invant dé shoz pou kontant z'ot tèt sinploman é pa pou kozé konm toulmoun i koz, épi dir in pé tout vérité ni antann partou kisoï dann zoinal, kisoï dann radyo, kisoï ankor dann télé, kisoï par ébzanz kan demoun lé an parmi. La vérité mon nové, sa i invant pa, na arienk la fosté k'i invant. Tok ! Pran sa pou toi !*

*Justin la fé pou répons :*

*Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, mi èm bien antann aou dir lé shoz solman lé pa rar ou i tronp san pour san. Si mi konpran aou bien, la vérité sa lé konm in n'afèr natirèl : kan ou i répète sak ou la antann dann in radyo, sansa dann in télé, sansa dann la boush in moun i fé lo konésèr ou i di la vérité. Poitan sak ou i di, i pé z'ète la vérité, konm i pé z'ète la fosté-in fos vérité, konm désèrtin i di. Matant, na in n'afèr i apèl lo zidé dominant é lo zidé dominant souvan dé foi i sèrv lo z'intéré bann klas dominant é bann klas dominant é tout son bann konplis i fabrik lo soi-dizan vérité k'i sèrv z'ot z'intéré. Pars sak ou i antann dé foi, sé konm k'i diré in produi toksik fé éksopré pou sèrv la koz bann klas dominant...*

*Matant ou i souvien kan bann z'amérikain la di i fo kraz l'Irak pars la-ba nana la bonb atomik. Donk l'amérik la domann l'otorizasyon l'ONU pou alé détrui, dann l'Irak, bann z'arm déstriksyon masiv. Donk zot la anvayi l'Irak, zot la ranvèrs gouvèrnman Saddam Hussein, mé kan zot la rod bann z'arm déstriksyon masiv, zot la pa trouvé pars lété in fos vérité pou ansèrv z'ot politik.*

*Donk, matant, kan ou i antann in n'afèr, méfyé aou, pars ou koné pa si lé vré sansa si lé fo é konm ou i koné mansonz i vien a shoval é la plipar d'tan li ariv an promyé, é la vérité i marsh a pyé donk i ariv apré. Tok ! Pran sa pou ou !*

**Justin**